

## Deux paysans face à 1967-1968

Gérard Tartanac (1923-1993) est un paysan de Lomagne, ancien dirigeant syndical. Il décida d'écrire le roman de sa vie en se donnant le nom de Jacques d'abord dans un premier texte Le métayer de Tinturé, puis sur demande d'un éditeur éventuel, toujours à la machine à écrire, il recentra son propos dans Arcs-en-ciel des matinées.

La partie concernant son enfance a été publiée.

Je prends ici le moment crucial pour lui de l'année scolaire 1967-1968. De métayer il devient propriétaire (avec les échéances qui s'ensuivent), son fils obtient le baccalauréat. A ce moment là il est encore (jusqu'en 1986) membre du PCF.

Paul Ardouin a écrit ses mémoires (1921- ) est un paysan de la vallée de la Garonne membre du PCF jusque vers les années 1960 quand il passe au PSU pour un temps. Beaucoup plus tard il reviendra au PCF.

Si d'un côté Tartanac décrit avec minutie la grande révolte du 29 octobre 1967, sans rien dire de celle de 1968 (il avait d'autres soucis majeurs), Ardouin est plus équilibré. Dans tous les cas il est facile de constater :

1 ) En 1968 la France n'était pas paisible comme le veut une idée commune.

2 ) Comme pour d'autres en 1967-68 l'agriculture va connaître une cassure qui conduira vers la création du MODEF puis de la Confédération paysanne. J-P Damaggio

### Gérard Tartanac Le métayer de Tinturé (1) pages 140-145

Quand Jacques proposa au Conseil d'Administration Départemental de la F.D.S.E.A., mandaté par son canton, d'investir la ville de Castelsarrasin, en ce début d'octobre 1967, il eut l'impression de jeter un pavé dans un étang calme. Le bouillonnement était à la base. Les dirigeants légiféraient.

Aidé par un certain nombre de responsables cantonaux qui comme lui avaient les oreilles ouvertes, il arracha la décision. A une date très rapprochée. Soi-disant pour ne pas éveiller l'attention des pouvoirs publics. Le lendemain, mystère des fuites restant entier pour l'auteur de ces lignes, la Dépêche du Midi et l'Humanité titraient en première page la décision prise, au cours d'une assemblée dont tous les membres avaient promis de garder le secret.

Il y avait trois jours pour préparer une manifestation qui pouvait très bien rester modeste. Il se racontait un peu partout que ce serait une action communiste. Certains soufflaient le froid de toute la force de leurs cordes vocales. Mais il y avait une situation objective. Les paysans ne voulaient pas mourir.

Pendant ces trois jours, il en entendit tellement de conseils de prudence, de prédictions d'échec, Jacques, que sa conviction était ébranlée. Si les troupes ne suivaient pas ? Si l'on se trouvait peu nombreux à Castelsarrasin ? Son canton de Beaumont allait-il suivre ? Questions angoissantes. D'autant plus qu'en cette mi-octobre, les travaux des champs étaient pressants.

Le rassemblement du canton devait se faire à Larrazet. Il bruinait ce matin-là. Les tracteurs n'avaient pas de cabine en 1967. Bien que celui de Jacques soit abrité par la trémie rouge de la ramasseuse à maïs. Attelé à la remorque du père Paraire, plus ou moins en règle avec le code de la route, avant l'heure dite, Jacques était là. Le premier. Seul tracteur d'Esparsac. Les collègues avaient promis de venir. Ils devaient suivre en voiture. Son cœur battait très fort. Serait-il suivi ? Il fut bientôt fixé. Les gars de Larrazet avec plusieurs tracteurs arrivèrent tout de suite. Puis Sérignac, Beaumont, Faudoas, Le Causé, Gimat, Vigueron, etc. Près de trois cent manifestants pour son seul canton.

Des manifestants avec pancartes. "Quelle calamité ce gars-là, Pompon du pognon", "Paysans, plus de serfs, des hommes", "Le marché commun est une duperie pour nos exploitations familiales", "Un peu moins d'Edgar, un peu plus d'égards"; et les autres inscriptions de la même veine.

Les quinze kilomètres séparant Larrazet de Castelsarrasin furent franchis dans l'heure. La sous-préfecture était assiégée. La nationale 113 coupée. Ainsi que la Ligne de chemin de fer. Deux cent tracteurs étaient là. Des centaines de véhicules divers. Deux mille manifestants. C'était gagné ou plutôt réussi.

La manifestation se durcit en début d'après-midi. Les forces de l'ordre voulurent dégager la voie ferrée pour laisser passer l'express Bordeaux Littoral bloqué en gare. Les voyageurs fraternisaient avec les manifestants. La remorque de Jacques but dételée par les jeunes et mise en travers de la voie de chemin de fer. Une réserve de gros cailloux du ballast fut amassée pour riposter à toute tentative de dégagement par les forces de l'ordre. La situation paraissait bloquée.

A la sous-préfecture les dirigeants négociaient. Le téléphone était branché avec le Ministère de l'Agriculture. Promesse fut faite que la motion des manifestants serait examinée par le Ministre. Cette motion, bruit des délibérations des responsables, en voici le texte intégral. Il a son importance. Il situe parfaitement l'état d'esprit des hommes de la terre à ce moment-là.

« Les agriculteurs du Tarn-et-Garonne désireux en travaillant de mener une vie digne d'eux et de leurs familles.

Considérant l'entêtement du gouvernement à poursuivre une politique agricole qui les ruine et les transforme en paria malgré les efforts importants de modernisation de leurs exploitations et de leurs coopératives.

Considérant également que le marché commun s'il a apporté quelques satisfactions pour les producteurs de blé et betteraves est une duperie éhontée pour l'ensemble de l'agriculture du Sud-Ouest et surtout pour nos exploitations familiales.

Se déclarent résolus, dans ces conditions, à défendre par tous les moyens en leur pouvoir leurs justes revendications à savoir :

. Des prix agricoles équitables, notamment pour la viande, le lait, le maïs, le sorgho, le vin.

. Application du statut viticole à l'ensemble de la communauté.

. Une répartition plus équitable des charges, en particulier des charges sociales.

. Une juste indemnisation des dégâts causés par les calamités notamment la sécheresse, les possibilités de nouveaux emprunts ne réglant rien et hypothéquant au contraire l'avenir de nos exploitations.

. Le moratoire des dettes, des dégrèvements et des délais pour le paiement des impôts.

. Des crédits en faveur des équipements individuels et collectifs indispensables pour la transformation et la commercialisation des produits permettant ainsi la reconversion des cultures.

. L'abrogation des ordonnances concernant la coopération agricole.

. Le soutien à la coopération.

. L'échange blé-pain au taux de 1966 - 197.

. L'attribution de bourses à tous les enfants d'exploitants agricoles leur assurant une scolarité normale et la création d'établissements nécessaires à la formation de tous ceux qui désirent faire métier d'agriculteur.

. L'attribution de l'Indemnité Viagère de Départ (I.V.D.) à 60 ans et l'augmentation de la retraite des vieux.

. La révision des normes européennes (raisin de table) en ce qui concerne le chasselas de Moissac.

. La régionalisation des investissements et des aides à l'agriculture du Sud-Ouest (notamment maïseries, conserveries, irrigation).

. Le respect des engagements pris par le gouvernement en ce qui concerne la loi sur l'élevage et le financement de tous les projets déposés.

. L'augmentation des crédits travaux pour la S.A.F.E.R.

. Les agriculteurs s'engagent à suivre les mots d'ordre de leur Fédération jusqu'à ce que satisfaction leur soit donnée. »

Ce texte était affreux pour les énarques du Ministère. Les militants syndicaux y croyaient. Le grondement dans la rue était si fort.

Restait à mettre un terme à la manifestation. Ce n'était pas le plus facile. Certains voulaient s'installer pour la nuit. La détermination était extrême. Le Président Départemental, Le Secrétaire Général

haranguèrent les manifestants. Les convainquirent de rentrer chez eux. Jacquets ne dit rien. Un doute terrible était en Lui. Fallait-il ou pas aller plus loin ?

De toute façon il allait faire partie de la délégation élue qui se rendrait à Paris, au Ministère, au siège de La F.N.S.E.A., dans les groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale, dans les différents journaux agricoles nationaux pour ramener quelque chose de concret. Il n'était pas possible que les pouvoirs publics ne tiennent pas compte d'une manifestation d'une telle ampleur.

Les dix qui partirent pour Paris étaient bien décidés à se battre pour leurs mandats. Leur emploi du temps était copieux. Leur première visite fut pour La F.N.S.E.A. Le Président De Cafarelli les reçut en personne.

-Vous n'êtes pas contents dans le Tarn-et-Garonne ? Vous voulez de l'argent, je suppose ?

Un Président National est toujours assez occupé. Il prit cependant le temps de lire avec soin la motion. Les décisions pratiques n'étaient pas de bon fait. Il allait voir ce qu'il pouvait faire. Il soumettrait les problèmes au Conseil d'Administration.

Le Ministère était sans Ministre. La délégation fut reçue par un membre du cabinet. Nouveau dépôt de motion. Nouvelle lecture attentive. La conversation dévia sur des points pratiques, précis, exposés par des membres de la délégation. Problèmes d'argent toujours. Telle coopérative en difficulté. La SOGAF manquant de moyens pour jouer son rôle. On avait l'impression qu'accroché à un coin de couverture, chaque responsable d'organisation économique tirait de son mieux. Tout fut soigneusement noté.

A L'Assemblée Nationale, les principaux groupes parlementaires reçurent la délégation. Les députés du Tarn-et-Garonne payèrent le repas au restaurant de l'Assemblée. Une fois de plus la motion fut examinée, étudiée. Beaucoup de notes furent prises par des députés spécialisés dans les questions agricoles.

L'on repartit avec une pleine serviette de propositions de loi que les députés avaient déposées. Qu'ils n'arrivaient pas, disaient-ils, à faire aboutir. Il paraît qu'il y avait un Ministre des finances intransigeant.

La plupart des journaux prêtèrent une oreille distraite aux propos des militants syndicaux. Pour un lecteur parisien, c'est loin et c'est petit le Tarn-et-Garonne. Il se trouvait que les responsables agricoles n'étaient pas là. Seul Le journal La Terne reçut les méridionaux avec chaleur.

Fernand Clavaud, André Lajoinie, Marcel Roucaute, entre autres responsables, prirent sur leur temps pour écouter les préoccupations des syndicaux dont ils prirent leurs adresses. Une très belle photo concrétisa l'entretien. Par une attention délicate le journal l'envoya à chacun des participants. Plus important, les arguments développés furent publiés sur le prochain numéro du journal.

Le résultat de tout cela ? Vu avec le recul, il laisse un goût d'amer. Des mesures au coup par coup furent prises. Certaines organisations économiques purent se frotter les mains. Des délais pour les impôts, les cotisations sociales, les annuités d'emprunt furent obtenus. On retardait les échéances. Sur le fond rien. Les prix agricoles à la production continuèrent à se dégrader en francs constants. Le rouleau compresseur continua à laminer les plus faibles.

L'hiver arrivait. Les récoltes étaient rentrées, les semailles terminées. Ida et Jacques savaient que l'Aillette était mise en vente. L'arrivée massive des rapatriés obtenant facilement des crédits avait incité les propriétaires fonciers à se séparer de leurs biens. La terre perdait sa réputation de valeur refuge. Le capital foncier produisait un intérêt des plus maigres. Il semblait que la hausse du prix des terres se terminait.

La ferme voisine, Le Grand-Bernon, cinq ans plus tôt avait été acquise par Monsieur Leroux. Son séjour dans le Midi après le départ de Bône avait été bref. Le prix demandé et le nombre d'hectares de la propriété en question l'avait séduit. Les autochtones trouvaient au contraire que c'était le vendeur qui faisait une affaire en or. La qualité de la terre, toute en boubène battante, était mauvaise.

Homme intelligent, Monsieur Leroux s'était vite rendu compte qu'il s'était fait avoir. Où étaient l'eau, le soleil, les terres filtrantes qui, en Algérie, amenaient les belles récoltes ? Où était le grand marché de Bône aux débouchés importants ? Cette ferme était pire encore que celle où il s'était un jour fourvoyé en bordure du désert.

Monsieur Leroux se lança dans l'élevage des laitières avec l'aide de deux de ses garçons qui, récemment mariés, auraient rapidement charge de famille. Bien vite, il se tendit compte que le nombre d'hectares était insuffisant pour faire vivre tout le monde. Les fils se portèrent acheteurs dans le voisinage.

L'aîné réussit à acheter un petit bien. Un propriétaire arrivant à l'âge de la retraite et n'ayant pas de fils intéressé par la culture lui vendit sa propriété. Au cours du jour, le prix de la vente ayant triplé en quelques années.

L'Aillette intéressait le second. S'il achetait, la famille aurait un bloc de plus de quatre vingt hectares. En plus, les argilo-calcaires, malgré les difficultés des terrains en pente, permettraient des cultures à haute

rentabilité. Arbres fruitiers ou légumes, pêchers, poiriers, pommiers, ail, fraisiers, artichauts ou melons. Il suffirait de creuser un lac collinaire, ce qui était dans le domaine du possible.

Les Leroux avaient de l'espoir. Il semblait douteux que le fermier achète. Il disait partout que ça ne t'intéressait pas. Où prendrait-il l'argent ? Son bail finissant en 1969, on pouvait tranquillement lui envoyer le congé dix huit mois à l'avance comme le voulait la Loi. Instruits par les premiers achats à un prix trop élevé, on n'allait pas offrir un somme exorbitante. Bien que raisonnable.

Le prix proposé fut jugé satisfaisant par la propriétaire de l'Aillette et ses enfants. Les revenus de la ferme étaient insignifiants. L'arrangement de famille serait beaucoup plus facile en réalisant le capital foncier. Les enfants furent d'accord pour vendre.

Quand Ida et Jacques en ce début d'hiver reçurent la lettre recommandée avec accusé de réception leur annonçant l'intention des propriétaires, contenant l'offre de vente avec le prix et les conditions, ils furent atterrés.

La loi ne leur donnait que deux mois pour répondre. C'était court. D'un côté, abandonner l'Aillette leur paraissait impossible. Déménager une fois de plus avec l'impossibilité de trouver ailleurs. Comme l'avait dit Pisani, la lutte était au couteau. La mécanisation et les crédits amenaient un nombre de candidas bien supérieur que de besoin pour le nombre d'hectares disponibles.

L'Aillette, ils l'aimaient déjà beaucoup Ida et Jacques. Ils y avaient planté une puissante racine. Souffert dans leur âme et leur chair. Arrosé champs et jardins de leur sueur. Bâti les premiers éléments d'une exploitation agricole moderne. Tiré une grosse récolte deux ans auparavant. Extirpé le chiendent et les vivaces qui n'hypothéquaient plus l'avenir. Acquis les moyens de production indispensables qui ne demandaient qu'à servir.

Alors il fallait acheter. Les trente sept hectares allaient coûter cent trente cinq mille francs. S'il était à jour de ses échéances, le couple n'en avait pas le premier sou. Il était déjà chargé par les emprunts en cours. Le Crédit agricole, à trente ans et trois pour cent d'intérêt prêterait quatre vingt dix mille francs. Il fallait essayer de trouver le reste, et vite.

Ce qui fut fait. Dans la semaine, le financement fut trouvé. Avec une facilité relative. Avec la peur au ventre. Jacques savait ce qu'il arrivait aux débiteurs ne pouvant honorer leurs créances. Ida avait horreur des dettes. Savait qu'une fois de plus les équipements ménagers et

l'habitation correcte dont elle rêvait passerait en dernier. Qu'elle serait sacrifiée. Pourtant ni l'un ni l'autre n'hésitèrent.

Le 22 décembre 1967, le sous-seing privé fut passé chez Maître R. à Beaumont-de-Lomagne. L'ingénieur fit à ses fermiers d'hier des souhaits de réussite émouvants. Leurs larmes coulèrent sur l'encre de notaire.

Le 10 avril 1968 fut passé l'acte définitif. L'Aillette devenait officiellement la propriété des fermiers. La Loi du 13 avril 1946 permettait une émancipation de plus. Pour en bénéficier, il fallait bougrement aimer son métier.

A travers ce cas de figure se reconnaîtront, avec des variantes bien sûr, les cultivateurs adultes qui arrivent ces années-ci à l'âge de la retraite. Ceux qui sont nés sans la terre. Les métayers du demi-siècle.

Tous s'amuseront en pensant à ces quelques gouttes d'encre de notaire pour ce qu'ils ont acquis à prix d'or. En apposant leur signature au bas d'un acte de propriété, ils ont gagné autant d'argent qu'en dépensant toute leur vie leur énergie pour tirer du sol la nourriture des hommes.

Ce raisonnement s'en tenant à la notion absurde de rentabilité financière si à la mode de nos jours. Ayant eu la simple volonté de vivre responsables en ayant la maîtrise de leur moyen de production, ils auront touché le gros lot. Comme un joueur de loto super-chanceux. La vie est hasard, farce et tragédie. Elle pourrait être différente ; ça ne l'empêche pas d'être précieuse.

La passion allait s'emparer du pays. Mai 68 était là. Ras le bol de partout. Un mouvement immense s'enclenchait. Parti des étudiants et des travailleurs de base. Les usines s'arrêtaient. La fièvre montait. Était-ce la révolution ?

Le Lycée de Lectoure était en ébullition. OCCUPE, disait un grand panneau barrant l'entrée. Les élèves contrôlaient l'établissement. Des professeurs attisaient le mouvement. Se tenant soigneusement à l'abri des coups, Maurice était en terminale. Il avait sur ses camarades un certain ascendant. Ne craignait pas les responsabilités. Était au premier rang du combat.

Quel combat ? Sur quels mots d'ordres ? Quel serait le résultat ? C'était un peu dans le flou. Au départ une grande générosité et un désir de liberté et de progrès animait les Lycéens. Une volonté de construire, de vivre mieux. Deux semaines exaltantes. Tous les élèves ou presque participaient au mouvement. Se sentaient responsables.

Vinrent les doutes. Le travail de sape du Directeur de l'établissement. Les parents avisés individuellement venaient les uns après les autres chercher leurs rejetons. Ces derniers partaient souvent en pleurant,

abandonnant les copains, mais ils obéissaient. Comment faire autrement ?

Le piquet de grève tenait toujours. Sur les plusieurs centaines du début, moins de cinquante élèves restaient à l'intérieur des locaux. Jacques n'avait pas répondu au Directeur. Ne s'était pas manifesté. Par principe et conviction. Fier de voir que son fils menait un premier combat. Ce dernier avait écrit la première semaine une lettre délirante. Ses camarades et lui avaient le pouvoir. On allait déboucher sur une nouvelle société.

Deux semaines plus tard une nouvelle lettre laissait percer, une sourde inquiétude. Maurice était troublé. Il devenait un dirigeant sans troupes dans un Lycée empuanti. Jacques décida d'intervenir.

Le beau Lycée tout neuf flamboyait sous le soleil. L'on y rentrait comme dans un moulin. Maurice avait deux grands yeux flamboyants qui lui sortaient de son visage amaigri. Il fut heureux de voir son père. L'amena dans la petite salle où le piquet de grève siégeait en permanence. Sept ou huit élèves en compagnie d'un professeur. L'atmosphère était enfumée. Les visages étaient las.

Tranquillement, Jacques prit un siège et posa des questions. Les élèves à deux exceptions près étaient peu causants. Ils ne savaient plus. Le professeur était au contraire prolix. Un discours écœurant sous des dehors lénifiants. Une outre vide. Des propos gauchistes, irréalistes et dangereux. Pour les Lycéens.

L'entrevue dura longtemps. Plusieurs heures. Avant de prendre une décision, Jacques essayait de cerner l'ensemble des éléments du problème. A la fin, il lui apparut à l'évidence que le mouvement était sur son déclin. Qu'il fallait arrêter l'aventure. Sinon le Lycée perdrait ses meilleurs éléments, les plus combattifs, qui se trouvaient isolés et mal conseillés. Qui seraient virés sans pitié.

Ces choses étaient-elles perçues par les interlocuteurs de Jacques ? Sur le coup il en doutait fort. Quand il donna son point de vue, arguant de son expérience du mouvement syndical, tous ceux qui se trouvaient encore comme élèves dans l'établissement étaient présents. Serrés comme des sardines. Presque tous silencieux et pensifs.

Seul le professeur le prit de haut :

- Tous les mêmes, les parents, des dégonflés.

Il fut pour sa part grossier et insolent. Ses outrances jouèrent un grand rôle dans la décision de Jacques. S'excusant auprès des autres élèves, pria Maurice de le suivre. Il avait une boule dans la gorge. Sa décision lui coûtait fort.

Dans la petite quatre chevaux, ils restèrent longtemps silencieux. Jacques doutait d'avoir bien fait. Sa conscience n'était pas trop tranquille. Alors

Maurice parla, après sa longue réflexion, comme répondant au souci de son père :

- Tu sais papa, -tu as bien fait. Il était temps que tu viennes me chercher. On allait se faire tous virer.

Révolution d'accord, Formation d'abord. Dans un état puissant. Une nation sérieuse. L'aventure ne plait pas aux hommes de la terre. L'état était dirigé d'une main de fer, mais avec le consentement de la majorité de la nation. Qui eût à se prononcer par élections devant lesquelles tout le monde s'inclina. De bon ou de mauvais cœur. Force d'une démocratie, formelle sûrement, mais ayant fait ses preuves. L'échec de mai 1968 marqua Maurice. Il voulait vivre et rentrer dans la vie active. Dès son baccalauréat obtenu en septembre, qu'il réussit parce qu'il renonça aux vacances d'été pour travailler avec acharnement, il résilia son sursis d'étudiant. Pour se débarrasser de son service militaire au plus vite. Pour mordre goulûment dans le fruit de la vie. Avant de clore cette première partie nous dirons simplement au lecteur qu'il lui restait quatre ans à vivre. Avec grande émotion je tracerais sur le papier le titre de sa chanson préférée : "-Comme si je devais mourir demain." (chanson de Johnny Hallyday) D'autres allaient mourir où étaient déjà morts. Tous voulaient vivre. »

**Paul Ardouin, paysan Carnets de mémoire et de luttes**  
**Editions Arcane 17 2011, pages 90-94**

Face à la hausse des produits industriels et la stabilité, voire la baisse, des produits agricoles à la vente, le Conseil d'administration de la FDSEA a décidé d'organiser une forte manifestation à Castelsarrasin. Elle eut lieu le 29 octobre 1967, avec la participation de plus de 2.000 personnes présentes avec de nombreux tracteurs. Un barrage de la RN 113 a été organisé en face du stade Alary. Le président Villemur, Gaston Grillat, Tartanac, Pouquet et moi-même en avons été les responsables. Au bout d'une heure, les routiers bloqués font preuve d'énervement et provoquent quelques débordements. Nous avons été à la limite d'un affrontement entre les chauffeurs et les jeunes agriculteurs mais aussi les viticulteurs de la région d'Auvillar, derrière Pouquet, prêts à se servir de leur piquet de vigne ! Villemur proposa de lever le barrage et d'arrêter la manifestation. Nous ne l'entendions pas de cette oreille. Pouquet, Tartanac, Hérisson, Joffre, moi-même et quelques autres, avons refusé cette proposition. Il déclina alors toute responsabilité vis-à-vis des événements à venir. Cela ne freina en rien notre volonté de continuer le rassemblement, et cela sans le président. Pour éviter des heurts dangereux et inutiles, nous avons décidé de former un cortège et d'aller barrer la voie ferrée. Décision soutenue dans l'enthousiasme par les manifestants, particulièrement par Garrigues, futur président de la

FDSEA, et nous voilà bloquant la voie ferrée. Pouquet et ses amis munis de leurs piquets de vigne se sont retrouvés à côté des tracteurs au milieu de la voie qui, en quelques minutes, fut noire de monde.

Pendant près d'une heure, le train Bordeaux-Ventimille a été bloqué. Certains voyageurs ont exprimé leur colère, d'autres au contraire, leur sympathie. Pendant ce temps, sur proposition de Lafforgue, de Verdun, une délégation était élue pour aller porter nos revendications à la FNSEA, au Parlement, au Ministère, à la presse. Une collecte a été organisée pour financer le déplacement.

Tout à coup, nous avons aperçu les CRS longer la voie et se diriger vers nous. J'ai dit à Pouquet : « On va se faire casser la figure ! ». Il fallait vite trouver un moyen de lever ce barrage tout en terminant la manifestation sur un air de victoire. Pouquet a voulu rester pour affronter les CRS. Cette attitude était stupide et je le convins de lever le barrage et de diriger la manifestation jusqu'à la Sous-préfecture. Cette idée fut acclamée par les participants et voilà le cortège qui traverse la ville et bloque la ville. Le sous-préfet a reçu une Délégation qui, après l'entrevue, a appelé à lever le rassemblement.

Le jour d'un Conseil national de la FNSEA, cette délégation composée de Vidalot, conseiller général, Pouquet, Monréal, Hérisson, Lerchandi, Lafforgue, Grillat, Tartanac, Ardouin, se rendit à Paris et je fus mandaté pour défendre nos revendications portant sur l'aide à la sécheresse, les prix garantis, le maintien d'une CRCA mutualiste, la mise en place des retraites...

D'autres délégués furent reçus à la Chambre des députés et au ministère de l'Agriculture. Ils se rendirent aussi auprès des rédactions de presse.

Lors de cette manifestation castelsarrasinoise, nous avons eu le mérite, je crois, de ne pas trahir la volonté des agriculteurs de porter fort leur colère tout en désobéissant à la volonté du Président Villemur. Cela a beaucoup contribué à faire naître l'idée de son remplacement. Je pense, sans en tirer vanité, et appuyé par quelques-uns, dont Pouquet, y avoir un peu contribué.

Puis, l'instauration de la TVA nous a obligés à multiplier les réunions des syndicats locaux pour informer de la mise en place de ces nouvelles mesures. L'application d'un double système, l'un pour ceux qui étaient au réel et qui récupèrent la taxe sur les achats, l'autre pour ceux qui restaient au forfait, favorisait les exploitations importantes au dépens des petites propriétés familiales. Ceux qui étaient contre l'application de la TVA se sont trouvés minoritaires au sein de la FNSEA.

L'année 1967 a marqué un tournant important au sein de la FNSEA. Désormais, la présidence a été assurée par De Cafarelli et le secrétariat national par Michel Débatisse. C'est le début de la transformation de la FNSEA en un bastion « des petits copains » cherchant à cogérer à leur profit les politiques agricoles avec différents ministres. Et nous avons

constaté que leurs amis, dans le département, ont tout mis en œuvre pour nous isoler entraînant ainsi le durcissement de nos positions contre la FNSEA.

Durcissement que nous avons fait ressentir avec force au Congrès départemental du 11 février 1968 à Montauban. A la fin de la séance, le représentant national de l'organisation, Cormorèche, du Rhône, me demanda de discuter avec lui en aparté. D'emblée, il me conseilla d'être moins virulent et de me rallier à la majorité de la FNSEA, jusqu'à me promettre des avancées dans les responsabilités. Ma grande gueule devait les intéresser, mais là encore, j'ai refusé ce marché aux veaux ! Et c'est avec la même détermination que j'ai participé au Congrès national de Toulouse les 21, 22 et 23 février 1968.

Le 17 mai 1968, s'est tenu à Paris un Conseil national très orageux. Si tous ses membres ont déploré la baisse du prix de la viande et du lait, nous n'avons pas réussi à obtenir que la FNSEA se joigne aux manifestations d'étudiants et d'ouvriers.

Par contre, lors d'une réunion régionale de Midi-Pyrénées, pendant cette période, il a été décidé de manifester avec l'ensemble des travailleurs pour obtenir notre dû.

C'est dans cet esprit que la manifestation de Castelsarrasin a été lancée pour le 24 mai. Mais la décision a été contournée par ceux, tels Génibre, Boriès et quelques autres, qui ont décidé, le même jour, de ne pas y venir pour se rendre à Cajarc, devant la demeure de Pompidou, Premier Ministre. Cette manœuvre de division, dénotait bien l'atmosphère malsaine qui régnait depuis quelques temps à la FDSEA.

Malgré cela, la manifestation de Castelsarrasin s'est tenue et a rassemblé près de 2.000 paysans. Pouquet, Garrigues, et bien d'autres, sont là avec Tartanac, Ardouin, Lafforgue, Hérisson, Lerchandi, Maurabis, Saint Martin, Clamens, Vigouroux, Joffre... Le rassemblement s'est déroulé sur la promenade du château, avec à nos côtés, à la tribune, les délégués des syndicats ouvriers. D'une part, les paysans ont écouté la demande de revalorisation des salaires formulée par les ouvriers et, d'autre part, les ouvriers ont pris connaissance de la mévente du lait et de la viande, de la non-organisation du marché des fruits et légumes, de la demande d'un prix garanti pour les céréales.

Pour cette manifestation, nous avons demandé à la FNSEA de se retrouver à côté des syndicats ouvriers, des enseignants et des étudiants pour dialoguer avec le gouvernement. Nous n'avons pas été suivis, puisque au détriment de l'intérêt des paysans, l'organisation était absente des accords de Grenelle qui ont permis un SMIG revalorisé de 35 % et des congés allongés. En revanche, les revenus agricoles pour les paysans ont continué à se dégrader avec l'effondrement du prix de la viande de porc et de veau, alors qu'une partie des fruits et légumes était retirée du marché et détruite.